



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 11 JUIN 2024

portant prescriptions complémentaires à la société KECK CHIMIE
pour la réalisation d'une étude de dangers pour son site d'Ingwiller
en référence au titre VIII du livre I et au titre Ier du livre V du code de l'environnement

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R. 181-45 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** la circulaire du 10 mai 2010, récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT), dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998, autorisant la société KECK CHIMIE à exploiter des activités liées à la fabrication et au conditionnement de peintures, colles, vernis ;
- VU** l'étude de dangers de la société KECK CHIMIE de 2013, complétée le 19 novembre 2014 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 08 avril 2024 de la visite de contrôle du 15 février 2024 ;

CONSIDÉRANT que le site peut stocker jusqu'à 350 tonnes de liquides inflammables ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers (EDD) susmentionnée ne fait apparaître aucune modélisation des zones des effets dangereux en cas d'explosion sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'il manque des éléments dans l'EDD concernant les valeurs de probabilité et gravité retenues concernant deux phénomènes dangereux d'incendie et du risque d'explosion ;

CONSIDÉRANT que le risque associé aux tuyauteries aériennes n'a pas été pris en compte dans l'EDD ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

La société KECK CHIMIE, implantée rue Wittholz à 67340 Ingwiller, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 – MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

La société KECK CHIMIE réalise sous **4 mois**, une mise à jour de l'étude de dangers dont le contenu est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, intégrant notamment une stratégie de défense incendie et le dimensionnement des moyens incendie.

Article 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

3.1 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

3.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex), ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

3.3 : FRAIS – SANCTIONS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

3.4 EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société KECK CHIMIE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de SAVERNE,
- au maire d'INGWILLER.

La préfète,
Pour la Préfète et par **délégation**
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL